

BGE 137 III 238

Bundesgericht (BGE), 2011-04-19, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_BGE_137_III_238

FR: ATF 137 III 238

IT: DTF 137 III 238

Regeste

Regeste Art. 75 Abs. 2, Art. 114 und 130 Abs. 2 BGG. Seit dem 1. Januar 2011 sind die Beschwerde in Zivilsachen und die subsidiäre Verfassungsbeschwerde nur noch gegen einen kantonalen Entscheid eines oberen Gerichts zulässig (E. 2).

Regeste Art. 75 al. 2, art. 114 et 130 al. 2 LTF. A dater du 1 er janvier 2011, le recours en matière civile et le recours constitutionnel subsidiaire au Tribunal fédéral ne sont recevables que contre une décision cantonale prise par un tribunal supérieur (consid. 2).

Regesto Art. 75 cpv. 2, art. 114 e 130 cpv. 2 LTF. A partire dal 1° gennaio 2011, il ricorso in materia civile ed il ricorso sussidiario in materia costituzionale al Tribunale federale sono ammissibili soltanto contro una decisione cantonale pronunciata da un tribunale superiore (consid. 2).

Erwägungen

E. 2

En vertu de l' art. 75 al. 2 1 re phrase LTF, les cantons instituent des tribunaux supérieurs comme autorités cantonales de dernière instance.

E. 2.1

Jusqu'au 31 décembre 2010, en vertu de l' art. 130 al. 2 LTF , les juridictions cantonales inférieures pouvaient continuer à statuer, notamment sur recours, conformément au droit cantonal. Ainsi, en droit vaudois, le Tribunal civil d'arrondissement pouvait statuer sur appel contre une ordonnance de mesures provisionnelles en matière de divorce. Son jugement pouvait faire l'objet d'un recours en nullité pour les motifs prévus par l' art. 444 al. 1 CPC /VD, notamment pour déni de justice formel et pour arbitraire dans l'appréciation des preuves (ATF 126 I 257 consid. 1b). En revanche, les motifs de violation du droit fédéral devaient et pouvaient être entrepris directement par un recours en matière civile au Tribunal fédéral, au sens de l' art. 98 LTF .

E. 2.2

D'ici à l'entrée en vigueur, le 1 er janvier 2011, du Code de procédure civile fédéral du 19 décembre 2008 (CPC; RS 272), les cantons devaient avoir édicté des dispositions d'exécution conformes notamment à l' art. 75 al. 2 LTF ; ils devaient en particulier avoir institué comme autorités de recours - de dernière instance - des tribunaux supérieurs (art. 75 al. 2 1 re phrase LTF). Le délai transitoire qui leur avait été accordé pour adapter leur législation est échu à BGE 137 III 238 S. 240 cette date (PIERRE FERRARI, Commentaire de la LTF, 2009, n o 13 ad art. 130 LTF ; DENIS TAPPY, Le droit transitoire applicable lors de l'introduction de la nouvelle procédure civile unifiée, JdT 2010 III p. 11 ss, 42 s.; cf. également DENISE BRÜHL-MOSER, in Basler Kommentar, Bundesgerichtsgesetz, 2008,

n os 14 et 32 ad art. 130 LTF). Sauf à violer le principe de la primauté du droit fédéral (art. 49 Cst.), les cantons doivent donc soumettre au tribunal supérieur, c'est-à-dire au tribunal cantonal (ou à l'un ou plusieurs de ses membres) les recours pendants au 1 er janvier 2011 qui seront jugés après cette date. En effet, à dater du 1 er janvier 2011, le recours en matière civile au Tribunal fédéral, comme d'ailleurs le recours constitutionnel subsidiaire (art. 114 LTF), ne sont recevables que contre une décision cantonale de dernière instance (art. 75 al. 1 LTF), prise par un tribunal supérieur (art. 75 al. 2 1 re phrase LTF) et, sauf exceptions expresses, rendue sur recours (art. 75 al. 2 2 e phrase LTF).

E. 2.3

Interjeté contre le jugement d'appel rendu le 31 janvier 2011 par le Tribunal d'arrondissement de la Côte, qui n'est pas un tribunal supérieur au sens de l' art. 75 al. 2 1 re phrase LTF, le recours en matière civile est donc irrecevable.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.